

**UNCT - SWAP Gender Scorecard
Rapport
République du Congo
Décembre 2020**



Pays : République du Congo

Année d'évaluation : 2020

Coordonnateur Résident : Chris Mburu

Agences ayant participé à l'exercice sous la coordination du Bureau du
Coordonnateur Résident et les groupe de résultats de l'égalité du genre :

UNFPA, UNICEF, UNDP, WFP, FAO, UNESCO, UNHCR, UNAIDS, WHO,
FIDA, UN-Femme, ILO

À la 59e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, les États Membres, en adoptant l'Examen triennal complet des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, ont appelé toutes les organisations des Nations Unies à: « intégrer les questions de parité et rechercher l'égalité des sexes dans leurs pays, programmes, instruments de planification et programmes sectoriels et articuler des objectifs et des cibles spécifiques au niveau national dans ce domaine, conformément aux stratégies nationales de développement ».

Le Groupe de développement durable des Nations Unies sous la direction technique du PNUD et d'ONU Femmes a établi une «fiche de résultats pour la responsabilité de l'égalité des sexes» qui définit des indicateurs et des normes minimales relatifs à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Également connue sous le nom du scorecard du genre, cette feuille de résultats est utilisée pour évaluer la performance de l'équipement du pays et déterminer les lacunes et les progrès dans la promotion de l'égalité des sexes dans tout le système.

Pour soutenir la mise en œuvre du PNUAD et assurer une meilleure responsabilité de l'équipe de pays des Nations Unies envers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes conformément à la politique d'entreprise des Nations Unies Unie dans ce domaine, l'équipe de pays des Nations Unies pour le Congo a réalisé une auto-évaluation à l'aide du scorecard l'égalité des sexes. évaluer la situation et identifier les lacunes.

Le principal objectif de ce travail est d'établir une base de référence au cours de la première année du PNUAD, qui évalue l'efficacité de l'équipe de pays des Nations Unies à intégrer une approche sensible au genre, à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Cela permettra ensuite à l'équipe de pays des Nations Unies d'examiner et de proposer un ensemble de mesures d'amélioration dans le cadre de son plan de travail en 2021 d'ici.

- Identifier les domaines dans lesquels ils satisfont et ne satisfont pas aux exigences minimales du Groupe des Nations Unies pour le développement.
- Stimuler un dialogue constructif au sein de l'équipe de pays sur le soutien actuel en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et sur la manière de l'améliorer.
- Identifier les domaines dans lesquels l'assistance technique peut contribuer à la réalisation des exigences minimales.

- Partager les bonnes pratiques pour soutenir les priorités nationales pour faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Cet exercice du scorecard du genre est d'une importance particulière dans la mesure où il survient à l'heure actuelle des défis liés au COVID 19 et à la dernière décennie de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD).

Méthodologie

Le *Gender Scorecard* évalue la qualité de l'intégration du genre dans la programmation commune des agences du Système des Nations Unies à travers 7 dimensions et 15 indicateurs. Les 7 dimensions de la feuille de résultats sont : (1) la planification, (2) la programmation, (3) les partenariats, (4) leadership et culture organisationnelle (5) architecture genre et capacités (6) les ressources, (7) les résultats. Chaque dimension est composée de 1 à 3 indicateurs auxquels sont attribuées des notations selon les critères prescrits par la feuille des résultats.

Sous la coordination du Bureau du Coordonnateur résident, une équipe composée des points focaux des agences ont travaillé pour la rédaction de ce rapport.

Au Bénin le processus d'évaluation s'est déroulé en étapes :

➤ **La préparation:**

Cette étape impliquait l'élaboration de la note conceptuelle en utilisant les conseils techniques du tableau de bord, et le partage du cadre SWAP avec le Groupe des résultats pour l'égalité des sexes, ainsi qu'avec les chefs adjoints des groupes de résultats de l'équipe de pays des Nations Unies (PMT, OMT, S&E et Communications).

➤ **Auto-évaluation:**

Le RCO a coordonné le processus avec le soutien du chef adjoint du Groupe du GE. D'abord, le RCO a fait une évaluation initiale des indicateurs y compris les informations qui ont été analysées pour attribuer des scores préliminaires à chaque indicateur. Le RCO a programmé une réunion coprésidé par le GE et les groupes de résultats de S&E et comprenant des représentants du PMT, de l'OMT et du groupe des résultats de la communication. Le Groupe a validé les résultats préliminaires et le RCO a préparé le projet de rapport. Les résultats ont été partagés avec les chefs de l'UNCT.

➤ **Planification des actions & Finalisation :**

Le groupe EG utilisera les résultats du tableau de bord pour rédiger un plan d'action visant à améliorer les performances basées sur conclusions en 2021, qui sera approuvé par les chefs de l'UNCT.

3. CONTEXTE DU PAYS

Au Congo, des inégalités persistent entre les hommes et les femmes en matière d'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, action sociale), à la justice, aux ressources (emploi, finance, foncier, renforcement de capacités) et aux instances de prise de décision. La pauvreté est plus importante dans les ménages dont le chef est une femme – incidence de la pauvreté de 58.2% contre 48.8% si le chef est un homme – autant plus parmi les populations déplacées. La faiblesse du niveau d'instruction des femmes est l'une des causes majeures de leur position défavorable. Ces inégalités sont constatées dans les domaines du respect des droits humains, de l'autonomisation économique, de la participation à la prise de décision et de l'institutionnalisation du genre.

En 2018, l'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) a élaboré, un nouveau cadre de coopération au développement des Nations Unies pour la période 2020-2024 avec un nouveau cycle de programmation conjoint. Ce plan cadre est aligné au plan national de développement de la République du Congo (PND) pour la période 2018-2022 et vise à aider le Congo à améliorer sa gestion économique, à créer un environnement favorable à la diversification économique, à renforcer son capital humain et la fourniture de services sociaux de base, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale afin d'atteindre les ODD.

Ce plan cadre aligné au PND s'articule autour de quatre (4) résultats majeurs ou Effets (outcomes), à savoir :

- **L'Effet 1**, « D'ici 2024, les populations bénéficient d'un système de gouvernance amélioré sur le plan institutionnel démocratique, des droits humains, administratif et économique pour un développement inclusif et participatif, la consolidation de la paix et de l'effort humanitaires », est aligné à l'Axe stratégique 1 du PND portant sur le renforcement de la Gouvernance. Il est en lien avec l'ODD 16. Il se réfère au pilier « Paix » du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.
- **L'Effet 2**, « D'ici 2024, les enfants (filles et garçons), les jeunes et adultes (hommes et femmes), les personnes handicapées dans les zones ciblées ont un accès accru aux services éducatifs inclusifs et de qualité dans le système formel et non formel et en particulier l'éducation sexuelle complète », est aligné à l'axe stratégique 2 du PND portant sur la valorisation du capital humain et en lien avec l'ODD 4. Il renvoie à la dimension sociale et au pilier « Population » du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.

- **L'Effet 3**, « D'ici 2024, les populations ont accès équitable à des paquets de soins et de services de santé essentiels de qualité (y compris la nutrition, le VIH, l'eau, l'hygiène et l'assainissement) à une sécurité sanitaire, à une protection sociale pour valoriser le capital humain et garantir le dividende démographique », est aligné à l'Axe stratégique 2 du PND portant sur la valorisation du capital humain et en lien avec les ODD 3. Il renvoie à la dimension sociale et au pilier « Population » du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.
- **L'Effet 4**, « D'ici 2024, les populations les plus défavorisées dans les zones ciblées mettent en œuvre des activités économiques diversifiées durables résilientes aux changements climatiques, créatrice d'emplois divers et de revenus dans les domaines de l'agriculture durable, la sécurité alimentaire, l'écotourisme en respectant les normes environnementales » est aligné avec l'axe stratégique 3 du PND portant sur la diversification économique et en lien avec les ODD 8, 2 et 13. Il est arrimé aux dimensions économique, sociale et environnementale et aux piliers « Prospérité, Population et Planète » du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.

Les interventions de le système sont orientées vers la lutte contre les pratiques discriminatoires ou la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles font partie intégrante de la réalisation des 17 objectifs de développement durable.

Perspectives

En cherchant des occasions de travailler sur la question du genre, l'équipe des Nations se propose également d'entreprendre des études d'attitude pour d'identifier les moyens de communication susceptibles de débattre les causes et les conséquences de la discrimination sexuelle à la naissance et au-delà. L'équipe pays des Nations unies sera également informée par les voix du terrain qui guideront ses perspectives, ses priorités et son action dans l'éradication de cette pratique. L'équipe espère être guidée par les efforts globaux des Nations Unies pour traiter le problème, au sein et entre les différentes agences des Nations Unies, et contribuer à ces efforts. Les dialogues entre le gouvernement et le SNU seront également encouragés.

4. RESULTATS

INDICATOR 1.1 COMMON COUNTRY ANALYSIS INTEGRATES GENDER ANALYSIS		
Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>CCA or equivalent includes:</p> <p>a) Gender analysis across the majority of sectors including underlying causes of gender inequality and discrimination in line with SDG priorities including SDG 5; and</p> <p>b) Some sex-disaggregated and gender sensitive data.</p> <p>OUI</p> <p>Cf. Congo CCA 2018 (annexe)</p>	<p>CCA or equivalent includes:</p> <p>a) Gender analysis across all sectors including underlying causes of gender inequality and discrimination in line with SDG priorities including SDG 5; and</p> <p>b) Consistent sex-disaggregated and gender sensitive data.</p> <p>NON</p>	<p>CCA or equivalent meets minimum requirements and includes</p> <p>c) Targeted gender analysis of those furthest behind.</p> <p>NON</p>
INDICATOR 1.2 GENDER EQUALITY MAINSTREAMED IN UNDAF OUTCOMES		
Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>a) Gender equality and the empowerment of women is visibly mainstreamed across some outcome areas in line with SDG priorities including SDG 5.</p> <p>OUI</p> <p>Cf. Congo PNUAD 2020-2024 (annexe)</p>	<p>Gender equality and the empowerment of women is visibly mainstreamed across all outcome areas in line with SDG priorities including SDG 5.</p> <p>or</p> <p>b) One UNDAF outcome specifically targets gender equality in line with UNDAF Theory of Change and</p> <p>NON</p>	<p>a) Gender equality and the empowerment of women is visibly mainstreamed across all outcome areas in line with SDG priorities including SDG 5. and</p> <p>b) One UNDAF outcome specifically targets gender equality in line with UNDAF Theory of Change and SDG priorities including SDG 5.</p> <p>NON</p>
INDICATOR 1.3 UNDAF INDICATORS MEASURE CHANGES ON GENDER EQUALITY		
Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>Between one-fifth and one-third (20-33 percent) of UNDAF outcome (and output) indicators measure changes in gender equality and the empowerment of women in line with SDG targets including SDG 5.</p> <p>OUI</p> <p>Cf. Congo PNUAD 2020-2024 (annexe)</p>	<p>Between one-third and one-half (33-50 percent) of UNDAF outcome (and output) indicators measure changes in gender equality and the empowerment of women in line with SDG targets including SDG 5.</p> <p>NON</p>	<p>More than one-half of UNDAF outcome (and output) indicators measure changes in gender equality and the empowerment of women in line with SDG targets including SDG 5.</p> <p>NON</p>

INDICATOR 2.1 | JOINT PROGRAMS CONTRIBUTE TO REDUCING GENDER INEQUALITIES

Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>a) Gender equality is visibly mainstreamed into at least 50 percent of JPs operational at the time of assessment. or b) A Joint Program on promoting gender equality and the empowerment of women is operational over current UNDAF period in line with SDG priorities including SDG 5.</p> <p>OUI</p> <p>Suite à la retraite du groupe programme en novembre 2020 il a été décidé que SNU au Congo lancera un programme portant sur les inégalités sur le genre.</p>	<p>a) Gender equality is visibly mainstreamed into all JPs operational at the time of assessment. and b) A Joint Program on promoting gender equality and the empowerment of women is operational over current UNDAF period in line with SDG priorities including SDG 5.</p> <p>NON</p>	<p>Meets minimum requirements and c) A system is in place to ensure gender mainstreaming in JPs.</p> <p>NON</p>

INDICATOR 2.2 | COMMUNICATION AND ADVOCACY ADDRESS AREAS OF GENDER INEQUALITY

Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>a) The UNCT has contributed collaboratively to at least one joint communication activity on GEEW during the past year.</p> <p>OUI</p> <p>Le plan de travail 2020 de UNCG a prévu des actions en direction de la jeunesse et des personnes vulnérables. De même UNCT a participé à la campagne UN75 destinée à la jeunesse et autres populations vulnérables dont les réfugiés dans le pool.</p>	<p>b) The UNCT has contributed collaboratively to at least one joint advocacy campaign on GEEW during the past year. and c) Interagency Communication Group Annual Work Plan or equivalent visibly includes GEEW communication and advocacy.</p> <p>NON</p>	<p>Meets minimum requirements and d) The UNCT has contributed collaboratively to communication or advocacy in at least one non-traditional thematic area during the past year.</p> <p>NON</p>

INDICATOR 2.3 | UNDAF MONITORING AND EVALUATION MEASURES PROGRESS AGAINST PLANNED GENDER EQUALITY RESULTS

Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>Meets one of the following: a) UNDAF Results Matrix data for gender sensitive indicators gathered as planned. b) UNDAF reviews/ evaluations assess progress against gender-specific</p>	<p>Meets two of the following: a) UNDAF Results Matrix data for gender sensitive indicators gathered as planned b) UNDAF reviews/ evaluations</p>	<p>Meets all of the following: a) UNDAF Results Matrix data for gender sensitive indicators gathered as planned b) UNDAF reviews/ evaluations assess</p>

<p>results.</p> <p>OUI</p> <p>Cf. PNUAD 2020-2024 (Congo- annexe)</p>	<p>assess progress against gender-specific results.</p> <p>c) The M&E Group or equivalent has received technical training on gender sensitive M&E at least once during the current UNDAF cycle.</p> <p>NON</p>	<p>progress against gender-specific results.</p> <p>c) The M&E Group or equivalent has received technical training on gender sensitive M&E at least once during the current UNDAF cycle.</p> <p>NON</p>
--	---	--

INDICATOR 3.1 | UNCT COLLABORATES AND ENGAGES WITH GOVERNMENT ON GENDER EQUALITY AND THE EMPOWERMENT OF WOMEN

Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>a) The UNCT has collaborated with at least one government agency on a joint initiative that fosters gender equality within the current UNDAF cycle.</p> <p>OUI</p> <p>L'UNCT collabore avec le Ministère des Affaires sociale et de l'Action humanitaire. (Cf. rapport annuel UNCT Congo 2020)</p>	<p>Meets two of the following:</p> <p>a) The UNCT has collaborated with at least two government agencies on a joint initiative that fosters gender equality within the current UNDAF cycle.</p> <p>b) The National Women's Machinery participates in UNDAF consultations: country analysis, strategic prioritization, implementation, M&E.</p> <p>c) The UNCT has made at least one contribution to substantively strengthen Government participation and engagement in gender related SDGs localization and/or implementation.</p> <p>NON</p>	<p>Meets all of the following:</p> <p>a) The UNCT has collaborated with at least two government agencies on a joint initiative that fosters gender equality within the current UNDAF cycle.</p> <p>b) The National Women's Machinery participates in UNDAF consultations: country analysis, strategic prioritization, implementation, M&E.</p> <p>c) The UNCT has made at least one contribution to substantively strengthen Government participation and engagement in gender related SDGs localization and/or implementation.</p> <p>NON</p>

INDICATOR 3.2 | UNCT COLLABORATES AND ENGAGES WITH WOMEN'S/GENDER EQUALITY CSO

Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>a) The UNCT has collaborated with GEEW CSO and women's rights advocates on at least one joint initiative that fosters gender equality and empowerment of women within the current UNDAF cycle.</p> <p>OUI</p>	<p>Meets two of the following:</p> <p>a) The UNCT has collaborated with GEEW CSO and women's rights advocates on at least two joint initiatives that foster gender equality and empowerment of women within the current UNDAF cycle.</p> <p>b) GEEW CSO participates in UNDAF consultations: country analysis, strategic</p>	<p>Meets all of the following:</p> <p>a) The UNCT has collaborated with GEEW CSO and women's rights advocates on at least two joint initiatives that foster gender equality and empowerment of women within the current UNDAF cycle.</p> <p>b) GEEW CSO participates in UNDAF consultations: country analysis, strategic prioritization, implementation, M&E.</p> <p>c) The UNCT has made at least one contribution to substantively strengthen GEEW CSO</p>

<p>Cf. Initiative Liloba (annexe I)</p>	<p>prioritization, implementation, M&E. c) The UNCT has made at least one contribution to substantively strengthen GEEW CSO participation and engagement in gender related SDGs localization and/or implementation.</p> <p>NON</p>	<p>participation and engagement in gender related SDGs localization and/or implementation.</p> <p>NON</p>
--	--	---

INDICATOR 4.1 | UNCT LEADERSHIP IS COMMITTED TO CHAMPIONING GENDER EQUALITY

Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>Meets 2 of the following: a) Gender equality is a regular topic of discussion in HOA meetings during the last 12 months; b) RC demonstrates public championing of gender equality during the last 12 months; c) HOAs are seen by personnel as committed to gender equality in the workplace during the last 12 months; d) Gender equality is reflected in the Assessment of Results and Competencies (ARC) of UNCTs during the last 12 months.</p> <p>OUI</p>	<p>Meets 3 of the following: a) Gender equality is a regular topic of discussion in HOA meetings during the last 12 months; b) RC demonstrates public championing of gender equality during the last 12 months; c) HOAs are seen by personnel as committed to gender equality in the workplace during the last 12 months; d) Gender equality is reflected in the Assessment of Results and Competencies (ARC) of UNCTs during the last 12 months.</p> <p>NON</p>	<p>Meets all 4 of the following: a) Gender equality is a regular topic of discussion in HOA meetings during the last 12 months; b) RC demonstrates public championing of gender equality during the last 12 months; c) HOAs are seen by personnel as committed to gender equality in the workplace during the last 12 months; d) Gender equality is reflected in the Assessment of Results and Competencies (ARC) of UNCTs during the last 12 months.</p> <p>NON</p>

INDICATOR 4.2 | ORGANIZATIONAL CULTURE FULLY SUPPORTS PROMOTION OF GENDER EQUALITY AND THE EMPOWERMENT OF WOMEN

Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>Survey results of personnel perception of organizational environment for promotion of gender equality scored a positive rating of 50-64 percent.</p> <p>OUI</p>	<p>Survey results of personnel perception of organizational environment for promotion of gender equality scored a positive rating of 65-80 percent.</p> <p>NON</p>	<p>Survey results of personnel perception of organizational environment for promotion of gender equality scored a positive rating of over 80 percent.</p> <p>NON</p>

INDICATOR 4.3 GENDER PARITY IN STAFFING IS ACHIEVED		
Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>a) The UNCT has in place a mechanism for monitoring gender parity in staffing that is regularly used to monitor parity levels for General Service staff and all professional levels.</p> <p>OUI</p>	<p>Approaches minimum requirements and</p> <p>b) The UNCT can demonstrate positive trends towards achieving parity commitments.</p> <p>NON</p>	<p>Meets minimum requirements and</p> <p>c) The Business Operations Strategy (BOS) includes gender-specific actions and indicators in at least one Business Operation Area to foster gender equality and women's empowerment.</p> <p>NON</p>
INDICATOR 5.1 GENDER COORDINATION MECHANISM IS EMPOWERED TO INFLUENCE THE UNCT FOR GEW		
Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>Meets 2 of the following</p> <p>a) A coordination mechanism for gender equality is chaired by a HOA</p> <p>b) The group has a TOR and an approved annual work plan;</p> <p>c) Members include at least 50% senior staff (P4 and above; NOC and above);</p> <p>d) The group has made substantive input into the UNDAF including the country analysis, strategic prioritization, results framework and M&E.</p> <p>OUI</p> <p>Cf. initiative Liloba Annexe I – VBG Durant le Covid a été publiquement championing par l'UNCT</p>	<p>Meets 3 of the following</p> <p>a) A coordination mechanism for gender equality is chaired by a HOA</p> <p>b) The group has a TOR and an approved annual work plan;</p> <p>c) Members include at least 50% senior staff (P4 and above; NOC and above);</p> <p>d) The group has made substantive input into the UNDAF including the country analysis, strategic prioritization, results framework and M&E.</p> <p>NON</p>	<p>Meets all 4 of the following</p> <p>a) A coordination mechanism for gender equality is chaired by a HOA</p> <p>b) The group has a TOR and an approved annual work plan;</p> <p>c) Members include at least 50% senior staff (P4 and above; NOC and above);</p> <p>d) The group has made substantive input into the UNDAF including the country analysis, strategic prioritization, results framework and M&E.</p> <p>NON</p>
INDICATOR 5.2 UNCT HAS ADEQUATE CAPACITIES DEVELOPED FOR GENDER MAINSTREAMING		
Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
<p>a) At least one substantive inter-agency gender capacity development activity for UN personnel has been carried out during the past year.</p> <p>NON</p>	<p>Meets 2 of the following 3:</p> <p>a) At least one substantive inter-agency gender capacity development activity for UN personnel has been carried out during the past year.</p> <p>b) A capacity development plan based on an inter-agency capacity assessment is established or updated at least once per UNDAF cycle and targets are on track.</p> <p>c) UNCT induction material includes gender equality and the empowerment</p>	<p>Meets all of the following:</p> <p>a) At least one substantive inter-agency gender capacity development activity for UN personnel has been carried out during the past year.</p> <p>b) A capacity development plan based on an inter-agency capacity assessment is established or updated at least once per UNDAF cycle and targets are on track.</p> <p>c) UNCT induction material includes gender equality and the empowerment of women commitments and related development challenges of the country.</p> <p>NON</p>

	of women commitments and related development challenges of the country. NON	
INDICATOR 6.1 ADEQUATE RESOURCES FOR GENDER MAINSTREAMING ARE ALLOCATED AND TRACKED		
Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
a) The UNCT has carried out at least one capacity building event on the gender marker over the current UNDAF cycle. NON	Approaches minimum requirements and b) The UNCT has established and met a financial target for program allocation for Gender Equality and the Empowerment of Women. NON	Meets minimum requirements and c) The UNCT has established and exceeded a financial target for program allocation for Gender Equality and the Empowerment of Women. NON
INDICATOR 7.1 UN PROGRAMMES MAKE A SIGNIFICANT CONTRIBUTION TO GENDER EQUALITY IN THE COUNTRY		
Approaches Minimum Requirements	Meets Minimum Requirements	Exceeds Minimum Requirements
a) The UNCT has achieved or is on track to achieve some gender equality and the empowerment of women results as planned in the UNDAF outcomes in line with SDG priorities including SDG 5. OUI Cf. UNDAF rapport annuel 2020, UNCT Congo	a) The UNCT has achieved or is on track to achieve all gender equality and the empowerment of women results as planned in the UNDAF outcomes in line with SDG priorities including SDG 5. NON	Meets minimum requirements and b) At least one outcome level UNDAF result has contributed to transformative change in relation to gender equality and the empowerment of women. NON

INITIATIVE *Liloba*

Expression active contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)¹
dans le contexte du COVID-19 et au-delà.

Phase pilote : Brazzaville et zones humanitaires opérationnelles

I- Précision du concept :

Initiative *Liloba*, signifiant littéralement « la Parole » en *lingala*², est une originalité visant à rompre avec le silence, les difficultés d'accès aux services multiformes et l'impunité qui, étouffent la pluralité des Violences Basées sur le Genre (VBG) -ayant souvent lieu en sourdine- et sans nul doute amplifiées par le contexte actuel de la pandémie du coronavirus COVID-19 qui prescrit le confinement pour limiter sa propagation dans la population générale.

Expression active, **Initiative *Liloba*** ne se contente de prendre ou de donner la parole sur la problématique des violences basées sur le genre (VBG). Elle est aussi un mécanisme de réponse holistique face aux violences basées sur le genre, selon une approche centrée sur la personne. A ce titre, **Initiative *Liloba*** est une démarche de protection et de promotion d'égalité de genre, d'autonomisation et de restauration de la dignité des personnes victimes et/ou survivantes des violences basées sur le genre ; et cela est indispensable plus encore dans le contexte du COVID-19, comme dans toutes les situations de crise qui, amplifient le dysfonctionnement des systèmes sociaux -inégalitaires par leur nature- et où les filles et les femmes sont généralement les victimes.

II- Partenariat pour une réponse holistique :

Multidimensionnelle dans la formulation de sa réponse incluant l'ingénierie sociale, **Initiative *Liloba*** se fonde sur la communication totale³ contre les violences basées sur le

¹ La violence basée sur le genre est une violence concernant les hommes et les femmes, où la femme est généralement la victime. Elle découle de relations inégales de pouvoir entre hommes et femmes. La violence est dirigée contre une femme du fait qu'elle est une femme ou elle touche les femmes de manière disproportionnée. Elle comprend, sans s'y restreindre, des agressions physiques, sexuelles et psychologiques... Il s'agit également d'une violence perpétrée ou pardonnée par l'état [*Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Groupe du Thème Genre*].

² Le *lingala* est une langue bantoue parlée en République du Congo et en République démocratique du Congo.

³ La communication totale établit que TOUT EST COMMUNICATION. Elle appelle à une unité totale autour d'une colonne vertébrale de sens clairement définie. *Christophe Lachnitt, in "LE GENIE GENANT" – Fragments sur la transformation numérique" publié chez BoD.*

Genre (VBG), à savoir : l'offre des soins pour la prise en charge des cas de VBG, l'accompagnement psychologique, le soutien social, ainsi que l'orientation juridico-judiciaire.

Initiative Liloba, est fondamentalement un engagement pluri-acteurs, tant elle fédère les organisations multilatérales et bilatérales, les partenaires institutionnels du secteur public (Conseil consultatif de la femme, Centre de recherche, d'information et de documentation sur la femme, Police nationale, Sécurité civile, Direction générale de la population, hôpitaux de référence, Parlement, Direction générale de l'éducation civique) et du secteur privé (Opérateurs de téléphonie mobile, Total E&P, ENI, Casino, Park'N Shop, Radisson Blu), les organisations de la société civile et confessionnelles, (Associations des femmes juristes, Association nationale des aveugles et déficients visuels du Congo, Confessions religieuses, Réseau national des positifs du Congo, Associations artistiques), les Médias.

III- Objectifs de Initiative *Liloba* :

A- Objectif général :

Initiative Liloba a pour objectif de lutter contre les violences basées sur le genre dans le contexte du COVID-19 et plus durablement, à travers une innovation organisationnelle, participative et partenariale de protection et de restauration de la dignité de personnes vulnérables.

B- Objectifs spécifiques :

Une série d'objectifs spécifiques a été définie pour opérationnaliser la lutte visée. Il s'agit précisément de :

1. Donner la parole aux victimes⁴, acteurs et décideurs pour lutter contre des VBG, y compris à distance (Téléphone, Email, Facebook, WhatsApp, Solutions numériques);
2. Amplifier la communication sociale, médiatique et artistique sur les VBG ;
3. Renforcer les structures de prise en charge globale des VBG (staffing, renforcement des capacités/recyclage et dotation), pour garantir l'offre des soins médicaux et psychologiques ;
4. Mettre en place un réseau pluri-acteurs fonctionnel de référencement des cas de VBG avec un mécanisme de protection juridico-judiciaire des victimes/survivantes ;
5. Faire le plaidoyer pour l'adoption des dispositifs légaux de lutte contre les VBG ;
6. Appuyer l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les VBG, y compris en situation de crise humanitaire assortie d'un Plan d'action budgétisé pour la mobilisation des ressources ;

IV- Populations cibles :

Les femmes et les filles, sont les cibles prioritaires de notre initiative en ce qu'elles sont généralement les victimes des violences. Cependant, cette précision n'est pas exclusive des autres catégories sociales et d'âge d'autant que les violences visées sont toutes celles basées sur le genre. Ainsi, les personnes vivant avec handicap, les personnes âgées, les jeunes à

⁴ En protégeant prioritairement l'identité de la personne pour sa sécurité et sa dignité.

besoin spécifiques et les enfants seront pris en compte dans tous les mécanismes de protection que nous envisageons d'activer.

V- Approche méthodologique :

La réalisation de toutes les actions à mettre en œuvre se fera selon le principe participatif de diversité des acteurs et des personnes ressources, sous la base de l'engagement manifeste et l'intérêt porté aux questions des droits humains et au respect de la dignité de la personne humaine.

Une concertation des parties prenantes précédera l'amorce des activités, pour recueillir les apports et perceptions des partenaires dans la diversité des approches inhérentes à leur spécificité.

La consolidation des vues conduira à l'établissement des passerelles entre différentes structures complémentaires pour une réponse globale bien intégrée.

Tout au long des interventions, cette réponse sera centrée sur les personnes victimes/survivantes. La confidentialité, la sécurité et la dignité de ces personnes devra guider les options à retenir pour sa protection. Le consentement éclairé également sera la clé de voûte de la prise en considération de l'avis de la victime/survivant(e), notamment lorsque la personne n'est pas mineure ou que son consentement ne soit pas inopérant pour une raison quelconque.

Des actions spécifiques à l'endroit des personnes malvoyantes et des personnes vivant avec le VIH seront menées avec leurs associations respectives, pour des réponses plus ciblées. Ces actions pilotes pourront être élargies à d'autres couches de population et dans d'autres localités, selon le principe *Leave No One Behind* (Ne laisser personne de côté).

Le système de référencement à mettre en place, s'inspirera des Directives relatives à la gestion inter-agence des cas de violence basée sur le genre (fournir des soins et des services de gestion des cas aux survivantes de violences basée sur le genre dans les zones humanitaires, 2017.)

Des outils et supports de communication seront élaborés par les spécialistes de la communication sociale et médiatique (artistes et journalistes), des juristes, agents de santé, psychologues, cadres de la police et acteurs associatifs animeront des plateaux radiophoniques et télévisés, en plus de leurs interventions de terrain et dans les lieux d'accompagnement et de prise en charge.

La dotation de kits de dignité intégrant le matériel de protection contre le COVID-19, se fera sur les lieux de prise en charge et d'écoute pour l'accompagnement psychologique.

La mobilisation des partenaires devra se poursuivre au-delà du confinement, en vue de l'aboutissement de l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, la mobilisation des ressources y afférentes et l'implémentation de son plan d'action au niveau national.

Bien plus, on retiendra que les capacités en intrants des structures de prise en charge, ainsi que celles des ressources humaines seront renforcées, dans l'optique d'une harmonisation et adaptation des approches, pour l'efficience et l'efficacité de la réponse.

Somme toute, il est envisagé une intensification de la communication sur la lutte contre les violences basées sur le genre pour accroître la prise de conscience des populations, garantir la disponibilité de l'offre de services pour une prise en charge globale répondant aux besoins, et consolider le cadre institutionnel pour une protection durable des populations vulnérables : l'implication et la responsabilité des parties prenantes susmentionnées est indispensable.

VI- Gouvernance :

La gouvernance du projet sera sous le leadership du Ministère de la santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, avec l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), et en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes.

Compte tenu du contexte du COVID-19, principalement le confinement qu'il impose et la nécessité de limitation des risques de contamination, l'essentiel des échanges auront lieu électroniquement entre divers partenaires et parties prenantes ; sauf cas exceptionnels pouvant regrouper au maximum cinq (5) personnes, principalement à la phase de démarrage de l'initiative.

Le pilotage de supervision opérationnelle des activités de terrain, en relation avec les sites de prise en charge et d'écoute, sera coassuré par la Directrice du CRIDF pour le compte du MSPPFIFD et le Chargé de Programme Genre et Droits Humains pour l'UNFPA. Ces derniers pourraient être représentés ponctuellement par des délégués de leur structures respectives dûment désignés.

La Coordination institutionnelle de l'initiative est coassurée par Madame la Ministre en charge de la Santé et de la Population, et Monsieur le Représentant Résident de l'UNFPA.

VII- Chronogramme :

Résultats et activités	Période Mois 1				Période Mois 2			
	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
Résultat 1. Communication renforcée pour la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)								
1. Donner la parole aux victimes ⁵ , acteurs et décideurs pour lutter contre des VBG ;								
2. Amplifier la communication sociale et médiatique sur les thématiques VBG et COVID-19.								
3. Appuyer la création artistique sur la sensibilisation contre les VBG et la prévention du COVID -19.								
Résultat 2. Prise en charge médicale et psychologique des VBG assurée, et disponibilité de l'information et l'hygiène de prévention du COVID-19								
4. Mettre en place des mécanismes multiformes sécurisés et discrets d'écoute et d'orientation des personnes victimes de violences basées sur le genre ;								
5. Former divers partenaires institutionnels et associatifs à l'identification et la dénonciation des cas de violences basées sur le genre ;								
6. Renforcer les structures de prise en charge globale des VBG (formation et dotation) ;								
7. Garantir l'offre de soins médicaux et l'accompagnement psychologique sur les sites de prise en charge (mise à disposition de consultants) ;								
8. Doter les victimes des kits de dignité, adaptés à la prévention du COVID-19 sur les sites de prise en charge								
Résultat 3. Un Plaidoyer est mené pour s'assurer de l'existence des documents nationaux de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)								
9. Mettre en place un réseau pluri-acteurs fonctionnel de référencement des cas de VBG ;								
10. Organiser un mécanisme de protection juridico-judiciaire des victimes/survivantes ;								
11. Faire le plaidoyer pour l'adoption des dispositifs légaux de lutte contre les VBG ;								
12. Appuyer l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les VBG, y compris en situation de crise humanitaire assortie d'un Plan d'action budgétisé ;								
13. Motiver la création d'une plateforme nationale, l'opérationnalisation du Plan d'action de la stratégie nation de lutte contre les VBG.								
Gestion Programmatique Initiative Liloba								

⁵ En protégeant prioritairement l'identité de la personne pour sa sécurité et sa dignité.

VIII- Cadre des résultats

RESULTATS ATENDUS/ ACTIVITES	INDICATEURS	PARTENAIRES	BUDGET USD
R1. Communication renforcée pour la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)			
Indicateurs : - des espaces de parole et lieux d'écoute offrent l'opportunité de sensibiliser à la lutte contre les VBG, et le COVID-19 - des créations artistiques et médiatiques (journaux, radios, TV et numériques) intensifient la lutte contre les VBG et le COVID-19			
1. Donner la parole aux victimes ⁶ , acteurs et décideurs pour lutter contre des VBG ;	Participation des différents acteurs et partenaires à la communication média sur les VBG/COVID-19	Toutes structures parties prenantes, Police	1,000
2. Amplifier la communication sociale et médiatique sur les thématiques VBG et COVID-19.	-Nombre d'émissions radio, TV, publications journaux et web posts -Nombre d'intervention Radio et TV des association des personnes vivant avec handicap et avec VIH sur ces sujets	Médias, RENAP C, ANADV C, intervenants dans les sites de prise en charge, MSPPFIFD, Police, UNFPA, PAM et tous partenaires	4,000
3. Appuyer la création artistique sur la sensibilisation contre les VBG et la prévention du COVID -19.	-Nombre de sketches créés -Nombre de sketches diffusés et rediffusés	Artistes et comédiens	2,500
SOUS TOTAL 1			7,500
R2. Prise en charge médicale et psychologique des VBG assurée, et disponibilité de l'information et l'hygiène de prévention du COVID-19			
Indicateur : - continuité des services assurée avec respect de la confidentialité, discrétion et dignité et sans risque pour les clients et les soignants			
4. Mettre en place des mécanismes multiformes sécurisés et discrets d'écoute et d'orientation des personnes victimes de violences basées sur le genre ;	-Existence des lieux d'écoute garantissant la discrétion, la sécurité et la confidentialité de la victime/survivant(e) -Existence du conseil sur le numéro gratuit d'alerte (1444) pour des victimes coincées domicile	UNFPA, PAM, MSPPFIFD et Consultant(e)s	1,000

⁶ En protégeant prioritairement l'identité de la personne pour sa sécurité et sa dignité.

5. Former divers partenaires institutionnels et associatifs à l'identification et la dénonciation des cas de violences basées sur le genre ;	-Nombre de téléconseillers formés VBG/COVID-19 -Nombre de partenaires formés à l'identification des cas suspects VBG dans le contexte du confinement	MSPFFI FD, Consulta nts, AFJC, et Police	500
6. Renforcer les structures de prise en charge globale des VBG (formation et dotation) ;	- les prestataires bénéficient des formations VBG et prévention du COVID-19 pendant les soins : - Les <i>Rape kits</i> pour la PEC des VBG sont acquis.	UNFPA, PAM, MSPFFI FD et Consulta nt(e)s	5,000
7. Garantir l'offre de soins médicaux et l'accompagnement psychologique sur les sites de prise en charge (mise à disposition de consultants) ;	-Nombre de d'agents de santé (y compris psychologues) formés et offrant des soins médicaux VBG et prévention COVID-19 ; -Nombre de site de prise en charge dotés en intrants médicaux VBG et prévention COVID-19 ; Nombre de personnes prises en charge (soins médicaux et psychologiques) -Nombre de sites humanitaires intégrés dans l'Initiative <i>Liloba</i> .	UNFPA, MSPFFI FD, Ambassa de des USA	8,000
8. Doter les victimes des kits de dignité, adaptés à la prévention du COVID-19 sur les sites de prise en charge ;	-Acquisition des kits ⁷ de dignité, de protection et d'hygiène pour les victimes/survivant(e)s des VBG ; -Nombre de kits de dignité, adaptés à la prévention du COVID-19, distribués aux victimes ;	UNFPA, PAM, MSPFFI FD, Ambassa de des USA	5,000
SOUS TOTAL 2			23,500
R3. Un Plaidoyer est mené pour s'assurer de l'existence des documents nationaux de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)			
Indicateur : - Partenariat, plaidoyer et cadre institutionnel renforcés			
9. Mettre en place un réseau pluri-acteurs fonctionnel de référencement des cas de VBG ;	-Existence d'un document appliqué, organisant la référence et la contre-référence des cas de VBG	Sapeurs- Pompier , centre de santé et centres d'écoute, Police, AFJC	500
10. Organiser un mécanisme de protection juridico-judiciaire des victimes/survivantes ;	-Nombre de personnes ayant bénéficié d'un conseil et/ou d'un accompagnement judiciaire, et d'une assistance judiciaire si elles le convoient.	UNFPA, PAM, MSPFFI FD, Ambassa de des USA, Police,	500

⁷ Le kit de dignité habituellement composé de seau en plastique, pagne, T-shirt, paires de sandales, sous-vêtements, serviettes hygiéniques, savons, peigne, lait de toilette, sera complété de masques et solution hydroalcoolique pour qu'en plus de la protection de sa dignité, la victime/survivant(e) soit protégée du COVID-19.

		AFJC, Justice	
11. Faire le plaidoyer pour l'adoption des dispositifs légaux de lutte contre les VBG ;	-Nombre de réunions de plaidoyer tenues - Lettre de plaidoyer	MSPFFI FD, UNFPA, Parlemen t, AFJC,	500
12. Appuyer l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les VBG, y compris en situation de crise humanitaire assortie d'un Plan d'action budgétisé ;	-Existence du Document de la stratégie nationale de lutte contre les VBG, prenant en compte les situations de catastrophes et crises humanitaires types COVID-19	MSPFFI FD, Conseil consultat if de la Femme, UNFPA, PAM, PTF, Parlemen t, Secteur privé	5,000
13. Motiver la création d'une plateforme nationale, l'opérationnalisat ion du Plan d'action de la stratégie nation de lutte contre les VBG.	-Réunion de plaidoyer sur le financement du plan d'action de la stratégie nationale VBG, organisée.	MSPFFI FD, Conseil consultat if de la Femme, UNFPA, PAM, PTF, Parlemen t, Secteur privé	3,500
SOUS TOTAL 3			10,000
Gestion Initiative Liloba	-Assurance d'une gestion programmatique efficiente	MSPFFI FD, UNFPA	4,000
SOUS TOTAL 4			4,000
GRAND TOTAL			45,000